

# Platform for Agricultural Risk Management

Managing risks  
to improve farmers'  
livelihoods

**Tools Assessment**



# Niger

**Atelier de validation  
des études de faisabilité  
pour l'investissement dans :**

- Le système d'accès à l'information
- Les contrats à terme et les réseaux du warrantage en appui aux stratégies nationales

**Rapport**  
Juin 2018





PARM  
PLATFORM FOR  
AGRICULTURAL RISK  
MANAGEMENT

Platform  
for Agricultural  
Risk Management

# Managing risks to improve farmers' livelihoods

# Niger



## Atelier de validation des études de faisabilité pour l'investissement dans :

- Le système d'accès à l'information au Niger
- Les contrats à terme et les réseaux du warrantage en appui aux stratégies nationales du Niger

### RAPPORT

Niamey | 6-7 Juin 2018

En collaboration avec:



Haut-Commissariat à l'Initiative 3N "Les Nigériens Nourrissent les Nigériens" (HC3N)

Délivré par:

**M. Aboubacar Issa**



# Table des matières

---

<b>1. Introduction</b> .....	<b>3</b>
Objectifs de l'atelier .....	3
<b>2. Déroulement des travaux</b> .....	<b>4</b>
Cérémonie d'ouverture .....	4
I. Examen du rapport sur les systèmes d'accès à l'information .....	4
II. Examen du rapport sur le contrat à terme et le warrantage .....	6
<b>3. Conclusion et recommandations</b> .....	<b>9</b>
I. Synthèse des débats et conclusion .....	9
II. Principales recommandations et prochaines étapes .....	10
<b>4. Annexes</b> .....	<b>11</b>
Annexe 1 : Mot introductif du Secrétaire Général du Haut-Commissariat à l'Initiative 3N à l'occasion de l'atelier de validation des études de faisabilité .....	12
Annexe 2 : Liste De Présence pour le 6 Juin .....	13
Annexe 3 : Liste De Présence pour le 7 Juin .....	15



# 1. Introduction

---

Le Secrétariat de la Plateforme de Gestion des Risques Agricoles PARM basé à Rome (Italie) a organisé en partenariat avec le Haut-Commissariat à l'Initiative 3N du Niger, un atelier de validation de deux rapports relatifs aux études de faisabilité suivantes :

- Investissement dans le système d'accès à l'information au Niger
- Le contrat à terme et le réseau de warrantage en appui aux stratégies nationales du Niger

L'atelier s'est tenu les 6 et 7 juin 2018 à l'hôtel Sahel de Niamey.

La réalisation de ces deux études a été confiée par le Secrétariat de PARM à la « Société SB Conseil » et au CIRAD qui ont été retenus dans le cadre d'un appel d'offre international. Ces deux Bureaux d'étude ont mobilisé respectivement trois consultants pour la première étude et deux consultants pour la seconde.

## Objectifs de l'atelier

L'atelier s'est fixé les objectifs suivants :

- Présenter les deux études sur la base d'une analyse des expériences vécues au Niger concernant les systèmes d'accès à l'information d'une part et les contrats à terme et le warrantage d'autre part.
- Identifier les contraintes institutionnelles et techniques de mise en œuvre de ces thématiques et proposer des améliorations
- Engager un débat d'amélioration des rapports et procéder à leur validation



## 2. Dérroulement des travaux

### Cérémonie d'ouverture

Le Conseiller Technique de PARM, **Mr Massimo Giovanola** a pris la parole en premier pour remercier les responsables et les experts du Haut-Commissariat à l'i3N pour les efforts déployés par leur institution dans le cadre des activités PARM au Niger et pour avoir organisé la présente rencontre. Il a souligné l'importance des activités de PARM dans le domaine de la sécurité alimentaire et mis l'accent sur les deux études dont les rapports seront validés au cours du présent atelier. Il a fait allusion à l'importance du renforcement des capacités des acteurs réalisé tout au long du processus PARM et aux outils qui sont développés à travers cette Plateforme, au bénéfice des petits producteurs.

Dans son discours d'ouverture, le **Secrétaire Général** représentant le Haut-Commissaire à l'i3N, a exprimé toute sa satisfaction pour la tenue de cet atelier de validation des rapports des études de faisabilité. Après avoir rappelé le contexte et l'historique de ces deux études au Niger et de leur contribution au Plan d'Action sur la Gestion des Risques Agricoles (PAGRA), il a souhaité que les travaux de l'atelier aboutissent à des résultats pertinents c'est-à-dire à des rapports améliorés, qui contribueront à renforcer les capacités des institutions nationales et des OP face aux risques agricoles. Il a enfin exhorté les participants à des contributions fructueuses avant de déclarer l'ouverture de l'atelier.

### I. Examen du rapport sur les systèmes d'accès à l'information

L'étude sur les systèmes d'accès à l'information répond au souci de fournir aux producteurs des informations pertinentes par rapport aux risques sur les prix agricoles, aux risques climatiques et aux risques de production afin de leur permettre de prendre des décisions opportunes sur la conduite de leurs exploitations agricoles. L'étude a été présentée en deux étapes : (i) une première étape sur le diagnostic faite par les consultants sur la problématique de l'accès à l'information pour les producteurs ; et (ii) la proposition d'un plan d'actions pour répondre aux défis soulevés.

#### Communication du consultant sur le rapport

Dr Mohammed Ali du SBC4D a présenté l'étude, qui a visé les objectifs suivants :

- Comprendre les besoins en information des producteurs nigériens, les outils et les capacités dont ils disposent pour accéder à cette information, la disponibilité de l'information, sa qualité et son accessibilité;
- Identifier les investissements à effectuer par le Gouvernement pour à la fois renforcer la qualité et le contenu des informations disponibles, et faciliter leurs diffusions et leurs exploitations par les producteurs

Le champ d'actions de l'étude couvre les domaines suivants :

- Les informations sur les prix du marché ;
- Les informations climatiques; et
- Les informations sur la production agricole.

Le diagnostic établi a fait ressortir les forces et défis suivants concernant chaque champ de l'étude :

#### a) Informations sur les prix du marché :

Les forces de l'écosystème sont relatives à :

- L'efficacité des dispositifs existants : SIMA, SIMB, autres (structuration, performance, fonctionnalité, fiabilité des infos);
- La présence de privés dans l'écosystème;



- La forte demande des OP (accès à l'info et sa diffusion);

Quant aux défis, ils sont relatifs aux points suivants :

- Le financement de la collecte des données;
- La qualité du processus de collecte (qualité des données, rapidité de collecte et de transmission, flexibilité de la collecte, etc.);
- L'inefficacité de la diffusion de l'information (seule une petite partie de l'info est diffusée, faible atteinte des cibles, info non spécifique, etc.)

## **b) Les Informations climatiques**

Les forces de l'écosystème sont :

- L'intérêt des partenaires techniques et financiers pour les informations climatiques
- Des acquis considérables en termes de capacités de production et d'application des informations climatiques et hydrologiques au niveau de la sous-région et la disponibilité des séries de données historiques;
- L'existence de plusieurs initiatives à haut niveau en cours de mise en œuvre, visant à améliorer de la production des informations climatiques, à augmenter l'accès aux services informations climatiques et à promouvoir leur utilisation effective
- Des expériences en matière de diffusion de l'information aux usagers finaux cultivateurs et éleveurs (AGRHYMET, PAM, VSF, etc.)
- Un réseau de diffusion avec l'ORTN et les radios communautaires produisant des émissions et animations en langues locales

Les défis sont :

- Le manque de stratégie adéquate de communication des informations climatiques vers les usagers finaux (cultivateurs et éleveurs) et de coordination et intégration entre les différents secteurs et initiatives;
- Le format inadéquat de partage des informations climatiques rendant difficile l'accès des intermédiaires et des usagers finaux (cultivateurs et éleveurs);
- Le retard dans la communication de certaines informations climatiques, du aux mécanismes de production et diffusion des informations;
- L'insuffisance des produits météorologiques présentement disponibles en rapport avec les besoins des usagers finaux (cultivateurs et éleveurs)
- La faible capacité de la DMN (RH, moyens de collecte de données, mise en œuvre et gestion de BD, maintenance du réseau);
- Les approches projets, qui ne permettent de toucher qu'une zone géographique ou des communautés bien déterminés et pour une durée limitée
- La faible capacité d'appui agro-météorologique aux producteurs pour les aider dans la prise de décisions et accompagner la mise en œuvre des actions appropriées (accès aux solutions)

## **c) Les informations sur la production agricole**

Les forces de l'écosystème sont :

- L'existence d'un cadre institutionnel favorable à la mise en place d'un dispositif d'information et d'accès à l'information des producteurs ruraux (HCI3N, DNP-GCA, ANSI, RECA)
- La maîtrise du contexte par les acteurs;
- La bonne structuration des OP permettant de passer l'information partout où c'est possible
- Une bonne présence d'institutions capables de produire de l'information : AGRHYMET, ACMAD, ICRI-SAT, INRAN, Universités, etc. ; (cf. partie sur l'information climatique);
- Un fort potentiel de radios communautaires à valoriser;
- L'ouverture de plus en plus vers l'utilisation des NTIC

Les défis sont :

- Le problème de coordination de tous les dispositifs;





- La forme dans laquelle l'information est transmise (langue, format de transmission, format, rapidité, etc.);
- Les défis techniques relatifs à plusieurs facteurs, incluant les problèmes d'échantillonnage, le bas niveau des agents chargés de collecter les données, l'insuffisance des équipements pour la collecte;
- Les défis liés à l'utilisation des NTIC

En résumé l'étude a ressorti **3 grands défis** :

- La qualité et la fiabilité des données collectées
- L'accès facile et la dissémination de ces informations
- Le nombre de petits producteurs capables de recevoir ces informations

Ces 3 défis ont été repris pour l'élaboration d'un plan d'action, dont les principaux axes sont :

- Améliorer la qualité et la fiabilité des données collectées
- Faciliter l'accès et la dissémination de ces informations
- Augmenter le nombre de petits producteurs capables de recevoir les informations essentielles

## Synthèse des débats et conclusions de l'étude

Après la présentation, des échanges forts enrichissants ont eu lieu, notamment sur les points suivants :

- Certaines initiatives régionales sur les marchés, comme ceux des pays du CILSS et RESIMAO, qui divisent l'Afrique de l'Ouest en 3 zones de commercialisation, doivent être mentionnées;
- Les informations agro-météorologiques ont été à la base de la création des radios communautaires ; ceci doit apparaître dans le rapport: pour expliquer leur efficacité dans le domaine des activités rurales ;
- La viabilité des systèmes d'information existants: comment peut-elle être prise en charge par le plan d'action?
- La question du leadership entre HCI3N et HCNTIC a été discutée: le HCI3N ne voit aucun mal à impliquer le HCNTIC (qui est devenu entre-temps une Agence: ANSI) dans le processus car il a une expérience en la matière;
- Comment intégrer le Système National du Conseil Agricole et le Système Autonome de Suivi Evaluation des 3N dans le plan d'action?
- Une proposition a été faite sur le renforcement de l'existant à prendre en compte dans le plan d'action, notamment: le renforcement des radios communautaires; le renforcement des sites Web existants (les sites Web des OP, des SIM, du RECA, etc.)

## II. Examen du rapport sur le contrat à terme et le warrantage

### Communication du consultant sur le rapport

#### • Pourquoi cette étude ?

Les choix en matière de gestion des risques agricoles au Niger résultent en partie de l'étude de la Banque Mondiale de 2013 qui place les risques de sécheresse bien au-dessus des risques de prix, à la fois en fréquence et en intensité. Mais le risque de chute imprévisible de prix pour les producteurs, s'il ne fait pas de victimes à court terme comme le risque de sécheresse, a un impact différent sur le développement agricole à long terme, car il dissuade les producteurs d'investir dans la production les années favorables, alors que le risque de sécheresse les pousse à investir dans la production les années favorables.

L'impact sur le risque prix sur le développement agricole à long terme est donc probablement très important.

Les pays qui ont connu un fort développement agricole ont souvent mis en œuvre des politiques qui ont limité les chutes de prix, comme la politique agricole commune européenne des années 1960 à 1990.

L'étude de l'IRAM (1016) a ensuite mis en lumière le lien entre les risques et l'accès aux services financiers, et identifie le rôle des principaux outils de gestion des risques. Elle met aussi en avant

l'importance de tenir compte du lien entre les actions de court terme et les actions de long terme concernant la sécurité alimentaire, et propose des études de faisabilité de ces outils.

PARM a alors soutenu l'idée de ces études de faisabilité en les connectant avec la politique nationale de sécurité alimentaire.

- **Les outils de gestion des risques de marché**

Cette section développe les propriétés des différents outils de gestion des risques prix, existants ou en devenir au Niger : le warrantage, la tierce détention, l'agriculture contractuelle ou les achats institutionnels.

Le tableau ci-dessous résume les propriétés des différents instruments vis-à-vis des risques de marché

	Réduction du risque prix pour le producteur	Réduction du risque prix pour le consommateur	Réduction du risque de qualité	Réduction du risque de défaut	Réduction du risque de pénurie en soudure	Possible sans réforme juridique
Warrantage	✗			✗	✗	✗
Tierce Détention simple	✗	✗	✗	✗		✗
Tierce détention avec coupons échangeables	✗	✗	✗	✗		
Agriculture contractuelle	✗	✗	✗	✗		
Achats institutionnels	✗	✗	✗		✗	

- **Actions prioritaires à mener**

1. Formation/médiation pour un warrantage plus résilient aux chutes de prix en soudure
  - Marche à suivre pour avancer la date de crédit
  - Augmenter la couverture du crédit
2. Concertation pour un DNP-GCA cohérent avec le stockage et les incitations de prix
  - Réfléchir au ciblage fondé sur les stocks réels et à une révision du montant des VPM et DGC, et distributions du PAM.
  - Centraliser l'information sur les stocks villageois
  - Poursuivre et accroître les achats APP
  - Plus d'OP en concurrence
  - Travailler sur les délais de paiement
  - Contrats liés au stockage collectif (contrats contraignants)
  - Mener une étude d'impact en essai aléatoire contrôle sur les VPM et DGC

- **Tierce détention**

1. Conduire 3 expérimentations de tierce détention soutenues par le FISAN
  - Céréales Niamey
  - Céréales Maradi
  - Oignons Tahoua
2. Établir une réglementation spécifique à la tierce détention
  - Qui soit capable en particulier de réduire le risque de défauts de l'emprunteur vis-à-vis du prêteur et de l'entrepreneur.



- **Production agricole sous contrat**
  1. Améliorer le règlement des différends en cas de non-respect du contrat
  2. Élaborer des normes commerciales partagées à l'échelle du pays
  
- **Achats institutionnels**
  1. Mettre en place un accompagnement qualité
    - Des OP (utiliser expérience RECA, P4P...)
    - Des acheteurs institutionnels (étude sur logistique opvn, délais, etc)
  2. Développer des achats publics à terme
    - Contrat signé avant récolte (avec ou sans préfinancement public)
    - Contrat signé après la récolte avec stockage en magasin
    - Contrat signé après la récolte avec option d'achat

- **Le plan d'investissement proposé**

Pour chaque outil est détaillé les objectifs, les résultats attendus, les indicateurs objectivement vérifiables, les activités correspondantes.

# 3. Conclusion et recommandations

---

## I. Synthèse des débats et conclusion

- Le projet FAO intrant ne proposait pas de crédit-intrant mais un accès aux intrants au déstockage (à reprendre pour être mieux reformulé)
- Développer le lien crédit-conseil
- Tester la tierce détention au plus près des producteurs plutôt qu'à Niamey ?
- La réglementation de la tierce détention existe déjà engagées n'est pas le seul entrepreneur professionnel (voir aussi cadre logistique)
- L'assurance de l'entrepôt ne couvre que l'entrepôt mais pas le contenu. Il faudrait sans doute étendre la couverture de l'objet assuré.
- Utiliser les achats institutionnels du riz pour favoriser le développement de sa production (comme au Burkina Faso)
- Consulter la liste des famines au Niger disponible au SAP.
- La conservation des produits hyper périssables dépend de l'itinéraire technique
- Le reflux du warrantage pourrait être dû au reflux des projets de warrantage
- Les avances de semences sont une forme de contrat à terme
- Les achats locaux fin 2017 ont engendré une augmentation du prix très tôt dans la saison.
- Le power point est plus clair que le document. Réfléchir à une synthèse non technique.
- Le budget présenté dans la version de mai n'inclut pas le coût des salaires des postes à créer dans les institutions
- Ne pas opposer l'objectif de réduction de la dépendance alimentaire à l'objectif de fourniture alimentaire à bas prix. On peut discuter de la cohérence entre les pratiques et les objectifs mais pas de la contradiction dans les objectifs.
- Les thèmes abordés sont nombreux et concernent des institutions différentes.
- La communication et la sensibilisation ne sont pas assez pris en compte
- Le HC3N confirme que le reflux du warrantage est dû en grande partie aux achats et ventes institutionnels.
- L'enjeu à venir est d'inclure nos recommandation dans les documents cadre.
- Le développement de l'agriculture contractuelle va-t-elle remplacer les IMF (réponse négative)
- Le warrantage n'est pas pertinent pour les céréales autoconsommés (c'est vrai pour la pratique spéculative du warrantage, mais pas vrai pour la pratique du warrantage comme épargne forcée).
- Asymétrie d'information entre producteur et commerçant, et asymétrie de pouvoir de marché
- Taux d'intérêt de 14% prohibitif : élevé mais pas prohibitif pour le warrantage.
- Taux d'intérêt est élevé parce que le risque est élevé. Réduire le risque prix et le risque de défaut, c'est, à terme, réduire le taux d'intérêt.
- Les achats locaux peuvent-ils engendrer une plus faible disponibilité des produits en soudure ? pas si le stock public est bien utilisé (on augmente la rareté à la récolte mais on la réduit à la soudure).
- Il faut développer les chaînes de valeur, y compris les transports pour exporter les produits à haute valeur ajoutée comme le sésame qui est aujourd'hui très peu vendu au Niger.
- Vu la multiplicité des acteurs concernés, peut-être faudrait-il faudrait faire une analyse socio-économique des institutions concernées par ces outils ? Ou bien peut-être faut-il séparer les différentes discussions en fonction des acteurs spécifiquement concernés par certains thèmes ?
- Rectifier la façon dont l'argent est utilisé pourrait peut-être être plus efficace que bénéficier de plus d'argent (optimiser la logistique, etc.)
- Il faudrait bonifier le taux d'intérêt.



## II. Principales recommandations et prochaines étapes

Suite à ces deux ateliers, les recommandations suivantes ont été faites pour les prochaines étapes.

Par rapport au *système d'accès à l'information*, il est recommandé de :

### 1. Finaliser le document et prendre en compte les points suivants :

- Intégrer dans le plan d'action un système pour viabiliser les systèmes d'informations existants
- Développer les points de synergie avec le service d'appui conseil

### 2. Approcher le DNP-GCA :

- Voir leur système d'information existant
- Clarifier les collaborations du système d'alerte précoce(SAP)
- Examiner la question de fédération des systèmes d'information

### 3. Approcher les partenaires techniques et financiers:

- Voir auprès de SNV, CARE etc. les projets sur le système d'information déjà exécutés et capitalisés
- Demander aux partenaires comme la FAO, FIDA, PAM de se rencontrer et d'échanger sur la question de système d'information au Niger
- Demander au FIDA de mobilise l'USAID, UE, BM etc. pour le financement des systèmes d'information

Les recommandations relatives **au warrantage et les contrats à terme** sont signalées dans la partie synthèse des débats

Outre les recommandations sur les deux études il a été recommandé de saisir l'occasion qui sera donnée par l'atelier de haut niveau pour organiser un échange avec les partenaires.



## 4. Annexes

---

**Annexe 1 : Mot introductif du Secrétaire Général du Haut-Commissariat à l'Initiative 3N à l'occasion de l'atelier de validation des études de faisabilité**

**Annexe 2 : Liste De Presence pour le 6 Juin**

**Annexe 3 : Liste De Presence pour le 7 June**



## Annexe 1: Mot introductif du Secrétaire Général du Haut-Commissariat à l'Initiative 3N à l'occasion de l'atelier de validation des études de faisabilité pour l'investissement dans:

- le système d'accès à l'information du Niger ;
- le contrat à terme et le réseau du warrantage en appui aux stratégies nationales du Niger

### Niamey - Hôtel Sahel le 06-07 Juin 2018

- Mesdames et Messieurs les Conseillers Techniques à Présidence, à la Primature et au HC3N ;
- Mesdames et Messieurs les représentants des Ministères et Institutions Mesdames et Messieurs les Partenaires au développement ;
- Monsieur le Coordonnateur Technique du PARM ;
- Messieurs/Mesdames les cadres centraux et des Services rattachés
- Mesdames et Messieurs, chers invités

Permettez-moi tout d'abord de vous remercier au nom du Haut-Commissaire à l'Initiative 3N, **Monsieur Ali BETY**, empêché pour avoir répondu à notre invitation. Je me réjouis de votre participation à ce processus dont je m'en vais vous faire un rappel.

En effet, pour mieux prendre en compte la dimension « changement climatique » dans la mise en œuvre de l'initiative 3N, le Haut-Commissariat à l'initiative 3N, avec l'appui de la Banque Mondiale, a mené une étude portant sur « l'Évaluation des risques du secteur agricole » en janvier 2013. Suite à cette étude, un « Plan d'action pour la gestion des risques agricoles au Niger (PAGRA) 2014-2023 a été élaboré et proposait des mesures d'atténuation des risques.

Selon cette étude, au Niger, les systèmes de production agricoles se caractérisent par leur extrême fragilité face aux variations climatiques et aux facteurs d'ordre anthropiques et les ménages nigériens sont périodiquement confrontés à des risques qui érodent leur capacité de résilience. La sécheresse, les invasions acridiennes, les maladies infectieuses et parasitaires du bétail, les ravageurs et maladies des cultures, les inondations, les tempêtes de vent et les feux de brousse constituent autant de facteurs de risque qui pèsent sur les productions animales et végétales.

### Mesdames et Messieurs,

L'étude complémentaire réalisée en partenariat entre le HC3N et la Plateforme pour la Gestion des Risques (PARM), objet du présent atelier ont mis en évidence, le faible accès des petits producteurs à l'information et aux marchés. D'où le besoin de développer des outils spécifiques, afin de combler ces lacunes, lever certains défis du secteur et assurer une croissance agricole soutenue et une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable, à partir des productions nationales. Il s'agit d'assurer un revenu aux producteurs tout en tenant compte de la solvabilité des consommateurs, notamment:

- édifier un marché agricole national ouvert aux niveaux régional et international ;



- s'adapter aux changements climatiques et réduire ses répercussions.

**Mesdames et Messieurs,**

L'atelier qui nous réunit aujourd'hui s'étalera sur deux jours et porte sur l'enrichissement et la validation des études de faisabilité pour l'investissement :

- i. dans le système d'accès à l'information du Niger, que vous aurez à examiner au cours de cette journée ;
- ii. le contrat à terme et le réseau du warrantage en appui aux stratégies nationales du Niger, qui sera traitée au cours de la deuxième journée.

Il est à noter que pour toutes ces deux études, les diagnostics débouchent sur un plan d'action sur cinq (5) ans. Il s'agit là d'instruments d'adaptation aux risques agricoles, visant à contribuer notamment, au développement d'une Agriculture Intelligente face au Climat (AIC).

Au vu de la qualité des participants, je ne doute point de l'atteinte des objectifs fixés par le présent atelier.

Enfin, permettez-moi d'adresser mes vifs remerciements à toutes et tous ceux qui ont contribué à l'aboutissement de ces études, particulièrement la Plateforme pour la Gestion des Risques (PARM), pour ses appuis multiformes.

En souhaitant plein succès à nos travaux, je déclare ouvert l'atelier de validation des études de faisabilité pour l'investissement dans le système d'accès à l'information et le contrat à terme et réseau du warrantage en appui aux stratégies nationales du Niger,

**Je vous remercie de votre attention**





## Annexe 2: Liste de presence pour le 6 Juin

### Validation de l'étude de faisabilité pour l'investissement dans le système d'accès à l'information au Niger

N°	Noms et Prénoms	Structure	Fonction	Contact téléphone	Email
1.	Bachir Maliki	FAO	A. Programme	90184562	bachir.maliki@fao.org
2.	Moctar Bachir	HC3N	Chef division	96996415	moctarbachir007@yahoo.fr
3.	Djibrilla Baba Safiatou	HC3N	ASC	97224907	safiadjibrillababa88@gmail.com
4.	Hassoumi Nomaou	HC3N	PF/PECEA	96881955	nomaouh@yahoo.fr
5.	Aboubakari Kio Koudizé	HC3N	Conseiller	96263264	ak_koudize@yahoo.fr
6.	Mahaman Rabiou Hindetou	CARE	S.E	91967799	Rabiou.Hindetou@care.org
7.	Moumouni Zakari Yaou	SIMA	Analyste de marchés agricoles	90092868	mouzakya@yahoo.fr
8.	Oumarou Inkaye Ibrahim	RECA	Suivi évaluation	96484655	ibrahimoumar66@yahoo.fr
9.	Abdoulaye Djadah abou Hamid	CCJN	Chef SAP	97262466	djada87hamid@gmail.com
10.	Mahaman Sani Abdou	HC3N	SG	90102261	mahamansania@yahoo.fr
11.	Abba Koura Chégou Sanoussi	HC3N	Assistant/Nut	96456819	abbachegoulamine@yahoo.fr
12.	Massimo Giovanola	PARM-FIDA	Coord	3601080293	m.giovanola@ifad.org
13.	Le Cotty Tristan	Cirad	Expert Warrantage	22666168588	lecotty@cirad.fr
14.	André Kamga	ACMAD	Chef depart DCE	96078629	AKAMGAF@yahoo.com
15.	Ali Mahamadou	UAM	Consultant	96967267	alimahamadou@yahoo.fr
16.	Issa Zibo	DGA	DVTT	89163417	ziboissa@gmail.com
17.	Yacouba Hama Abdou	FEWS NET	COORD NAT	96978111	hyacouba@fews.net
18.	Sido Idé	PGRC.DU	ASE	96566799	sido_ide1@yahoo.fr
19.	Dr Karimou Barké Mahamadou	UAM	A.consultant	96969083	barke_mk@yahoo.fr
20.	Moumouni Ousseini	SIMB	Analyste marché à betail	96424214	ouseini.moumouni@gmail.com
21.	Mado Diakité	HC3N	AT	98350088	madodiakite3n@gmail.com
22.	Bahari Amadou	INRAN	Suivi évaluation	96294254	bahamadabda@gmail.com
23.	Aliou Bassirou	FCMN-NIYA	Chargé credit	96400900	aliou.badra@gmail.com
24.	Aboubacar Issa	PARM	Agent de liaison	89569754	issa_aboubacar@yahoo.fr
25.	Ayouba Arzika	HCI3N	DP	96971538	labo.arzikaayouba@gmail.com
26.	Salifou Maman Bassirou	DEP/MESU DD	Chef division	96460530	salissoubassirou@yahoo.fr
27.	Kanko Moctar	DNPGCA	Dir communication	96291396	mockango@yahoo.fr
28.	Hassan Djbril	Oxfam	Po cartographie	92550804	hassane.djbril@oxfam.org



## Annexe 3: Liste de presence pour le 7 Juin

### Validation de l'étude de faisabilité pour l'investissement dans les contrats à terme et le réseau de warrantage en appui aux stratégies nationales

N°	Noms et Prénoms	Structure	Fonction	Contact téléphone	Email
1.	Bachir Maliki	FAO	A. Programme	90184562	bachir.maliki@fao.org
2.	Moctar Bachir	HC3N	Chef division	96996415	moctarbachir007@yahoo.fr
3.	Djibrilla Baba Safiatou	HC3N	ASC	97224907	safiadjibrillababa88@gmail.com
4.	Hassoumi Nomaou	HC3N	PF/PECEA	96881955	nomaouh@yahoo.fr
5.	Aboubakari Kio Koudizé	HC3N	Conseiller	96263264	ak_koudize@yahoo.fr
6.	Moumouni Zakari Yaou	SIMA	Analyste de marchés agricoles	90092868	mouzakya@yahoo.fr
7.	Oumarou Inkaye Ibrahim	RECA	Suivi évaluation	96484655	ibrahimoumar66@yahoo.fr
8.	Mahaman Sani Abdou	HC3N	SG	90102261	mahamansania@yahoo.fr
9.	Abba Koura Chégoou Sanoussi	HC3N	Assistant/Nut	96456819	abbachegoulamine@yahoo.fr
10.	Massimo Giovanola	PARM-FIDA	Coord	3601080293	m.giovanola@ifad.org
11.	Le Cotty Tristan	Cirad	Expert Warrantage	22666168588	lecotty@cirad.fr
12.	Ali Mahamadou	UAM	Consultant	96967267	alimahamadou@yahoo.fr
13.	Issa Zibo	DGA	DVTT	89163417	ziboissa@gmail.com
14.	Sido Idé	PGRC.DU	ASE	96566799	sido_ide1@yahoo.fr
15.	Dr Karimou Barké Mahamadou	UAM	A.consultant	96969083	barke_mk@yahoo.fr
16.	Moumouni Ousseini	SIMB	Analyste marché à betail	96424214	ouseini.moumouni@gmail.com
17.	Mado Diakité	HC3N	AT	98350088	madodiakite3n@gmail.com
18.	Bahari Amadou	INRAN	Suivi évaluation	96294254	bahamadabda@gmail.com
19.	Aliou Bassirou	FCMN-NIYA	Chargé credit	96400900	aliou.badra@gmail.com
20.	Aboubacar Issa	PARM	Agent de liaison	89569754	issa_aboubacar@yahoo.fr
21.	Ayouba Arzika	HC3N	DP	96971538	labo.arzikaayouba@gmail.com
22.	Salifou Maman Bassirou	DEP/MESU DD	Chef division	96460530	salissoubassirou@yahoo.fr
23.	Kanko Moctar	DNPGCA	Dir communication	96291396	mockango@yahoo.fr
24.	Marou Amadou Bello	AREN	CT/SE/NY	94849451	masbelloa@yahoo.fr
25.	Nicoletta Avella	DUE	Chargé de Programme	90826001	nicoletta.avella@eeas.europa.eu
26.	Mahamadou Sanoussi Hassane	Mooriben	Directeur	99056983	sanoussi_mooriben@yahoo.fr
27.	Mme Ouseini Rakia	DNPGCA	Directrice S E	90700311	raibsa@gmail.com
28.	Hamidou Amadou Issa	MC/ PSP	Chef division	96266259	issah300@yahoo.fr
29.	Hassan Seydou	OPVN	DGS	94559033	seydou.h@yahoo.com





**PARM**  
PLATFORM FOR  
AGRICULTURAL RISK  
MANAGEMENT

## Contacts

**PARM Secretariat**

**International Fund  
for Agricultural Development (IFAD)**

📍 Via Paolo di Dono 44 - 00142 Rome (Italy)

✉️ [parm@ifad.org](mailto:parm@ifad.org)

🌐 [www.p4arm.org](http://www.p4arm.org)

🐦 [@parminfo](https://twitter.com/parminfo)